



## **MAINTENANCE DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE ET DESENFUMAGE**

## **CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

### **C.C.T.P.**

## SOMMAIRE

<b>Article 1</b>	<b>Objet du marché.....</b>	<b>3</b>
1.1	Situation des installations .....	3
1.1.1	Groupe hospitalier Saintes – Saint-Jean d’Angély - Sites de Saintes .....	3
1.1.2	GIP Blanchisserie.....	3
1.1.3	Groupe hospitalier Saintes – Saint-Jean d’Angély - Sites de Saint Jean d’Angely.....	3
1.1.4	Etablissements Médico-Sociaux de Saint Savinien .....	3
1.1.5	Etablissement Public Départemental de Matha .....	3
1.1.6	Centre Hospitalier Royan-Atlantique .....	3
1.1.7	Centre Hospitalier de Boscammant .....	3
1.1.8	Etablissement Public Départemental Les 2 Monts .....	3
1.1.9	Centre Hospitalier de Jonzac .....	4
1.2	Allotissement .....	4
1.3	Type de marché.....	4
<b>Article 2</b>	<b>Obligations du titulaire.....</b>	<b>5</b>
2.1	Qualifications et Réglementations .....	5
2.2	Obligation de résultats conformément à la norme NF S61-933 .....	5
2.3	Obligation de maintien en état .....	6
2.3.1	Etat initial .....	6
2.3.2	Prise en charge des installations .....	6
2.3.3	Etat de fin de marché.....	6
<b>Article 3</b>	<b>Règlementation.....</b>	<b>6</b>
<b>Article 4</b>	<b>Prestations.....</b>	<b>8</b>
4.1	Maintenance préventive.....	8
4.2	Maintenance corrective.....	9
4.2.1	Demandes d'intervention .....	9
4.2.2	Hiérarchisation des pannes .....	10
4.2.3	Délais d’intervention .....	10
4.2.4	Délais de réparation.....	10
4.2.5	Traçabilité des interventions.....	11
4.2.6	Cas particuliers.....	11
4.3	Mises à jour .....	11
4.4	Suivi logiciels .....	11
4.5	Reconditionnement des détecteurs .....	12
4.6	Étiquetage des détecteurs, indicateurs d’actions et D.A.S. ....	12
4.7	Matériels sous garantie .....	12
4.8	Fournitures dues au titre du marché BF .....	12
4.9	Périmètre du marché et exclusions.....	13
4.10	Autres prestations assurées par le titulaire .....	13
4.10.1	Sauvegardes.....	13
4.10.2	Intervention hors site.....	13
4.10.3	Vérifications réglementaires.....	13
4.10.4	Interventions amélioratives .....	13
<b>Article 5</b>	<b>Contenu de la maintenance préventive.....</b>	<b>13</b>
5.1	Prestations minimales .....	14
5.1.1	Système de Détection Incendie (S.D.I).....	14
5.1.3	Dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.) et organes concourant à la fonction de : .....	15
5.1.4	Alimentation électrique de sécurité : .....	16
5.1.5	Unité d’Aide à l’exploitation : .....	17
<b>Article 6</b>	<b>Rapport des essais .....</b>	<b>17</b>
<b>Article 7</b>	<b>Conditions et modalités d’exécution .....</b>	<b>17</b>
7.1	Accès aux locaux .....	17
7.2	Consignes de sécurité.....	17
7.3	Responsabilités .....	18
7.4	Main courante et Registre de sécurité .....	18
7.5	Garantie .....	18
<b>Article 8</b>	<b>Rejet de prestation et ajournement .....</b>	<b>18</b>
<b>Article 9</b>	<b>Documents annexes .....</b>	<b>18</b>

## **Article 1 OBJET DU MARCHE**

Le présent marché a pour objet de faire réaliser, par le titulaire, la maintenance préventive et curative de l'ensemble des Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) et du désenfumage, des établissements membres du groupement hospitalier de territoire coordonné par le Groupe Hospitalier Saintes-Saint-Jean-d'Angély.

Les lieux d'exécution sont tous implantés sur le département de la Charente Maritime.

### **1.1 Situation des installations**

Le marché concerne les sites suivants :

#### **1.1.1 Groupe hospitalier Saintes – Saint-Jean d'Angély - Sites de Saintes**

- Site Principal MCO du Centre hospitalier de Saintonge, 11 Bd Ambroise Paré 17100 SAINTES (Bâtiment 1)
- Site des arènes, 36 Cours Paul Doumer, 17100 SAINTES
- Unité Centrale de Restauration : Rue de l'Alma, 17100 SAINTES (Bâtiment 62)
- IFMS / EFS : 35 Chemin des Carrières de la Croix, 17100 SAINTES (Bâtiment 58)
- Résidences de Brumenard ,33 route de la Turpaudière, 17100 La Chapelle des Pots (Bâtiment 3)
- DARM, 116 Crs Paul Doumer 17100 SAINTES (Bâtiment 530)
- CAPADO, 16 rue St Eutrope 17100 SAINTES (Bâtiment 518)
- CAMPE, 116 Rue de l'ALMA 17100 SAINTES (Bâtiment 55)

#### **1.1.2 GIP Blanchisserie**

- La Blanchisserie rue de l'Alma 17100 SAINTES

#### **1.1.3 Groupe hospitalier Saintes – Saint-Jean d'Angély - Sites de Saint Jean d'Angely**

- GH Saintes – Saint-Jean-d'Angély site de Saintes
- GH Saintes – Saint-Jean-d'Angély site de Saint-Jean d'Angély
- EHPAD Val de Boutonne
- EHPAD Les Collines
- UCPA
- Résidence Henriette Favier, rue Camuz et à Saint-Jean d'Angély,
- CAMPE / Hôpital de jour, 6/8 rue JELU 17140 St JEAN d'ANGELY (Bâtiment 524)

#### **1.1.4 Etablissements Médico-Sociaux de Saint Savinien**

- EHPAD Les couleurs du temps
- RPA La savinoise

#### **1.1.5 Etablissement Public Départemental de Matha**

- Résidence Val d'antenne

#### **1.1.6 Centre Hospitalier Royan-Atlantique**

- Centre Hospitalier Royan-Atlantique, 20 Avenue Saint-Sordelin, 17640 Vaux-sur-Mer
- EPHAD La Coralline, 24 Rue du Monard, 17600 Le Gua

#### **1.1.7 Centre Hospitalier de Boscamnant**

- Hôpital Boscamnant
- EHPAD Montguyon

#### **1.1.8 Etablissement Public Départemental Les 2 Monts**

- Ehpac "Le Roch", 10, rue Saint Roch, 17210 Montlieu la Garde
- Foyer Occupationnel "Le Logis du Roch", 2, rue du Fiou, 17210 Montlieu la Garde
- ESAT "Les Trois Fontaines", 8, rue des Trois Fontaines, 17210 Montlieu la Garde
- Ehpac "Les Vacances de la Vie", Rue de la motte à Vaillant, 17130 Montendre

- Ehpad spécialisé "L'Orangerie", Rue de la motte à Vaillant, 17130 Montendre
- ITEP-SESSAD de Montendre, 1, rue des Landes de la Tuillerie, 17130 Montendre
- ITEP-SESSAD de Meschers, 30, rue du Château d'Eau, 17132 Meschers Sur Gironde
- Bâtiment Industriel, ZAE La Briquetterie, Chemin de l'usine, 17130 Montendre

#### 1.1.9 **Centre Hospitalier de Jonzac**

- CH Jonzac Hôpital principal et bâtiment P.G.R Avenue Winston Churchill, 17503 Jonzac
- ST MARTIAL P1 ECUREUILS Domaine des fossés Saint Martial de Vitaterne, 17503 Jonzac
- ST MARTIAL P2 COCCINELLES Domaine des fossés Saint Martial de Vitaterne, 17503 Jonzac
- ST MARTIAL EHPAD (Jovinius) Domaine des fossés Saint Martial de Vitaterne, 17503 Jonzac
- ST MARTIAL Foyer D'accueil Médicalisé EAM Domaine des fossés Saint Martial de Vitaterne 17503 Jonzac
- ST MARTIAL UPC ( Cuisine) Domaine des fossés Saint Martial de Vitaterne, 17503 Jonzac
- JONZAC EHPAD Jean Moulin 18 avenue Jean Moulin, 17500 JONZAC
- JONZAC UMPE 11 Avenue des Poilus, 17500 Jonzac
- JONZAC UMPA 11 Avenue des Poilus, 17500 Jonzac
- JONZAC Passerelle 18 Rue Félix Faure, 17500 Jonzac
- ROYAN UMPE 1 Avenue du Nid d'Aigle, 17200 Royan
- ROYAN UMPA 66 Avenue Daniel Hedde, 17200 Royan
- ROYAN ESPAS 48 Av. de la Grande Conche, 17200 Royan

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et peut faire l'objet de modifications.

## 1.2 **Allotissement**

Le présent marché est alloti afin de tenir compte des **contraintes techniques liées aux systèmes de sécurité incendie existants** sur le site, notamment en matière de **compatibilité matérielle, logicielle et fonctionnelle**, conformément aux exigences réglementaires et normatives en vigueur.

Les lots sont définis par **environnements techniques homogènes**. La mention de marques présentes dans le présent CCTP est effectuée **à titre strictement descriptif** de l'existant ou du contexte technique.

Le marché porte principalement sur des **installations existantes**. Toutefois, il pourra inclure, en cours d'exécution, la **réalisation d'extensions ou d'installations neuves**, rendues nécessaires par l'évolution des besoins ou des bâtiments, dans le respect des exigences réglementaires et normatives applicables.

Conformément à l'article **R.2111-7 du Code de la commande publique**, toute solution **équivalente** est admise, sous réserve du respect des exigences normatives applicables et du maintien du niveau de sécurité incendie.

Décomposition des lots :

**Lot n°1 : Prestations sur SSI existants – environnement technique A**  
(Systèmes existants de technologie spécifique – marque installée : CHUBB)

**Lot n°2 : Prestations sur SSI existants – environnement technique B**  
(Systèmes existants de technologie spécifique – marque installée : DEF)

**Lot n°3 : Prestations sur SSI existants – environnement technique C**  
(Installations et matériels relevant d'autres technologies ou marques)

## 1.3 **Type de marché**

D'une manière générale, le marché est décomposé en deux types de prestations :

- ✓ Une prestation forfaitaire d'entretien et de maintenance comprenant les visites de contrôle réglementaires ainsi que l'ensemble des prestations préventives ou correctives permettant de maintenir les installations en parfait état de fonctionnement.  
La rémunération de ces prestations, y compris main d'œuvre et déplacements, est traitée de manière forfaitaire et réglée selon le prix global et forfaitaire mentionné dans le document financier (part marché forfaitaire : Marché dit "BF")
- ✓ Une prestation de maintenance curative traitée par bons de commande (Marché à bons de commande dit "BC") sur la base des prix unitaires listées dans le bordereau des prix unitaires du document financier.

Sont concernés par la procédure de marché à bons de commande :

- La fourniture des matériels, pièces détachées ou équipements, remplacés par le titulaire dans le cadre de l'exécution de la partie forfaitaire du marché de maintenance et le cas échéant, le stock de premier dépannage.
- Les nouveaux matériels, équipements, applications et leurs prestations d'installations et de mise en service afférentes.

L'ensemble des fournitures et services sont décrits au bordereau de prix unitaires.

Ce marché est assorti d'une **obligation de moyen et de résultat**.

Pour les équipements qui ne seraient pas mentionnés dans le bordereau de prix, le titulaire établira un devis (établi selon les mêmes règles que pour le bordereau – voir ci-dessus) et ne pourra engager les travaux qu'après confirmation par un bon de commande de l'accord de l'établissement acheteur.

Le détail des installations concernées est répertorié en annexe 1 du présent document.

## Article 2 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### 2.1 Qualifications et Réglementations

Le titulaire devra fournir une attestation portant mention des spécialités pour lesquelles il est qualifié et reconnu comme tel par l'organisme professionnel auquel sa profession est rattachée, aussi bien pour la maintenance que pour les travaux.

Le titulaire devra être qualifié **APSAD (I7-F7)**.

Les opérations de maintenance corrective et préventive seront réalisées par des techniciens habilités et spécialisés pour intervenir sur les éléments constitutifs du S.S.I. au niveau d'accès minimum III ou IV (au sens de la norme NF S61-931) ; **Ces techniciens détiendront obligatoirement une attestation de compétence pour la vérification et la maintenance des SDI, CMSI et EA, délivrée par un organisme de formation agréé (PR-TECH-D1-1 et PR-TECH-SMSI-1)**. Les techniciens seront également titulaire de l'habilitation électrique BR, BS et H0V.

**Ces caractéristiques sont déterminantes pour le choix du soumissionnaire.**

Il est précisé que le personnel de l'entreprise doit être vêtu de manière à être facilement identifiable.

Le nom de l'entreprise devra figurer de manière apparente sur les vêtements. Le port badge d'identification de l'entreprise serait un plus.

### 2.2 Obligation de résultats conformément à la norme NF S61-933

Le titulaire, certifié APSAD F7 – I7, doit une garantie de résultat, qu'il s'agisse de l'entretien ou des travaux qui lui seront éventuellement commandés.

Cette garantie de résultats porte sur :

- Le bon fonctionnement permanent et sans panne des divers équipements confiés au Titulaire, pendant les périodes et selon les programmes imposés ;

- L'entretien préventif de tous les matériels, objet du Marché et, pour cela, la communication au client, en temps utile, de toute demande de remplacement de pièces ou ensembles d'équipements ;
- Le respect des délais prévus à l'article 6;
- Le temps d'immobilisation des installations ;
- La traçabilité des opérations préventives et curatives ;
- **La capacité à mettre en œuvre, sur l'ensemble des sites, des moyens humains, techniques et matériels permettant de couvrir simultanément les plannings de maintenance préventive et les besoins liés au dépannage ou à la maintenance corrective.**
- La gestion efficace d'un stock adapté de pièces de rechange, y compris sur site.

## **2.3 Obligation de maintien en état**

### **2.3.1 Etat initial**

A la remise de son offre, l'Entreprise est réputée être parfaitement informée de la constitution des sites et des caractéristiques des installations dont elle doit assurer l'entretien et la surveillance. Elle reconnaît avoir pris connaissance, vérifié et complété, par toute visite nécessaire, les données indispensables à l'exploitation, à l'entretien et aux réparations des installations.

Le Titulaire reconnaît explicitement avoir pris connaissance de l'état des appareils avant d'établir son offre et avoir disposé de tous les éléments lui permettant d'apprécier et d'évaluer sous sa pleine responsabilité les prestations faisant l'objet du présent marché.

### **2.3.2 Prise en charge des installations**

A la date de prise d'effet, les matériels et équipements sont réputés conformes à leurs caractéristiques de base et à la réglementation.

**Toutefois, le Titulaire dispose d'un délai de 3 mois à compter de la prise d'effet pour transmettre au client (par envoi recommandé avec A.R.) un rapport de prise en charge des installations, précisant les éventuelles anomalies constatées.**

Passé ce délai, il ne pourra en aucune façon arguer d'une insuffisance de l'état technique des appareils ou de leur entretien passé, pour demander des travaux de remise à niveau, élever une quelconque réclamation ou ne pas satisfaire à ses obligations, ni revendiquer une hausse du forfait.

### **2.3.3 Etat de fin de marché**

Un état des lieux concernant le système sera dressé 2 mois avant la date d'expiration du marché.

Les installations rendues par le Titulaire devront être dans un bon état de fonctionnement et de propreté. L'établissement acheteur se donne un délai de 3 mois après la fin du marché pour s'assurer du bon état de fonctionnement de l'intégralité des installations.

Dans le cas contraire, il appartiendrait au Titulaire de faire exécuter les travaux nécessaires dans un délai d'1 mois après. A défaut, ceux-ci seront réalisés sur l'initiative des établissements membres du groupement de commande, aux frais de l'Entreprise titulaire du marché.

En fin de marché, le stock de petites fournitures consommables constitué par le Titulaire deviendra la propriété du client, dans le but de permettre une continuité dans la gestion de ce stock et faciliter la reprise du marché.

## **Article 3 REGLEMENTATION**

Le titulaire s'engage implicitement à réaliser la maintenance et les travaux qui s'en suivent, dans les règles de l'art de la profession et conformément à la réglementation en vigueur, notamment :

- **Règlement sanitaire Départemental**

<https://www.charentemaritime.gouv.fr/content/download/36108/229034/file/articles%20du%20rsd.pdf>

- **Règlement de Sécurité Incendie**

- Règlement de Sécurité contre l'Incendie et les Risques de Panique dans les ERP. Arrêté du 23 mars 1965 portant approbation du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements recevant du public,
- Arrêté du 25 juin 1980 portant approbation du Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements recevant du public, modifié par l'arrêté du 02 février 1993.
- Arrêté du 23 mai 1989, modifié, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type U,
- Arrêté du 10 décembre 2004, relatif aux nouvelles dispositions particulières applicables dans les établissements de type U
- Arrêté du 06 août 1996, relatif à la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements publics de santé et les institutions médico-sociales publiques,
- Circulaire DH / SI 2 n° 4 du 27 janvier 1994, relative à la sécurité incendie dans les établissements de santé,
- Arrêté du 22 mars 2004, portant approbation de dispositions complétant et modifiant le Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Etablissements recevant du public (dispositions relatives au désenfumage),
- Instruction Technique n° 246, relative au désenfumage dans les Etablissements recevant du public.
- Instruction technique n°247, relative aux mécanismes de déclenchement des dispositifs de fermeture résistant au feu et de désenfumage
- Instruction technique 248, relative aux systèmes d'alarme utilisés dans les E.R.P
- Instruction Technique n°263, relative au désenfumage des volumes libres (atriums) dans les ERP
- Les dispositions particulières aux établissements type U, type J, type R

- **Code du Travail**

- **Normes relatives aux Systèmes de détection incendie (S.D.I.) :**

- NF S 61-941, relative aux équipements de répétition d'exploitation (T.R.E.),
- Norme NF S 61-970, relative aux règles d'installation des Systèmes de Détection Incendie (SDI)
- Norme européenne NF EN 54-1, relative aux Systèmes de détection et d'alarme incendie (S.D.A.I.),
- Norme européenne NF EN 54-2, relative à l'Equipement de contrôle et de signalisation (E.C.S.),
- Norme européenne NF EN 54-4, relative à l'équipement d'alimentation électrique,
- Normes européennes de la série des NF EN 54-x

- **Normes relatives aux Systèmes de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.) :**

- Norme NF S 61-931, relative aux dispositions générales,
- Norme NF S 61-932, relative aux règles d'installation,
- Norme NF S 61-933, relative aux règles d'exploitation et de maintenance,
- Norme NF S 61-934, relative aux Centralisateurs de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.),
- Norme NF S 61-935, relative à l'Unité de signalisation (U.S.),
- Norme NF S 61-936, relative aux Equipements d'alarme (E.A.),
- Norme NF S 61-937, relative aux Dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.),
- Norme NF S 61-938, relative aux dispositifs de commandes (D.C.M. / D.C.M.R. / D.C.S. / D.A.C.)
- Norme NF S 61-939, relative aux Alimentations pneumatiques de sécurité (A.P.S.),
- Norme NF S 61-940, relative aux Alimentations électriques de sécurité (A.E.S.),
- Fascicule FD S 61-949, commentaires et interprétations des normes NF S 61-931 à NF S 61-939,
- Norme NF S 32-001, relative aux signaux sonores d'évacuation d'urgence,
- Norme NF C 48-150, relative aux Blocs autonomes d'alarme sonore d'évacuation d'urgence (B.A.A.S.).
- Norme NF C 15-100, relative aux installations électriques à basse tension,
- Norme NF C 32-070, relative aux conducteurs et câbles isolés pour installations et aux essais de classification des conducteurs et câbles du point de vue de leur comportement au feu,
- Normes concernant la compatibilité électromagnétique, notamment la directive européenne 89-336 du 03 mai 1989 transcrite par le décret français n° 92-587 du 15 septembre 1992,
- Règle R 7 et F7 de l'A.P.S.A.D.,
- Décret n° 88-1056, en date du 14 novembre 1988, relatif à la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques,

- Décret n° 92-158 du 20 février 1992, fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure,
- Circulaire DHOS/E 4 n° 2005-256 du 30 mai 2005, relative aux conditions techniques d'alimentation électrique des établissements de santé publics ou privés,
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Circulaire DRT n° 90-19 du 30 octobre 1990, relative aux radiations ionisantes.

**Cette énumération, indicative et non limitative, n'exclut pas les textes ou règlements particuliers applicables à des spécialités déterminées ou à des cas d'espèce.**

## **Article 4 PRESTATIONS**

Le titulaire devra maintenir les installations pour que celles-ci soient à tout moment opérationnelles. A cet effet, il devra assurer une maintenance préventive, une maintenance corrective et la mise à jour des supersisions UAE (suivant la norme NFS 61-933).

De plus, le titulaire devra constituer et entretenir à ses frais, un stock sur site de pièces de rechange lui permettant ainsi de dépanner sans délai les différentes installations. **Une liste du matériel qui peut être remplacé et tenu en stock sur site devra être jointe à l'offre.**

Il ne pourra invoquer les délais de fabrication ou de livraison pour justifier de l'immobilisation des appareils, sauf lorsque les éléments à remplacer sont d'une importance telle qu'ils ne peuvent être raisonnablement tenus en stock. Dans ce cas le titulaire doit également préciser et s'engager dans son offre sur les délais d'approvisionnement de ce type de matériels. **En cas de dépassement de ces délais, des pénalités seront applicables.**

Tout matériel remplacé lors d'un dépannage ou d'une maintenance devra être remis au client (sauf détecteurs).

Le titulaire devra prévoir le personnel et le matériel nécessaires (moyen de communication, matériel nécessaire au travail en hauteur (*échelle, nacelle, ...*), etc.) pour effectuer les visites de maintenance préventive.

L'établissement pourra, s'il le souhaite, mettre un agent pour suivre la visite.

**Le soumissionnaire s'engage à être présent aux passages de la commission de sécurité pour les visites périodiques uniquement et aux visites réglementaires du bureau de contrôle.**

### **4.1 Maintenance préventive**

La maintenance préventive est destinée à préserver l'état de référence des installations. **Elle comprend les inspections techniques et les opérations d'entretien.**

Pour les **SSI de catégorie A** comportant plus de deux Zones (NF S61-933 article 7.7), le titulaire devra effectuer à minima 2 visites annuelles au titre de la maintenance préventive, de manière à ce que le bon fonctionnement de la totalité des installations soit assuré conformément aux dispositions réglementaires et aux données "constructeur".

La première visite, appelée aussi « grande visite » ou « V1 », concernera toutes les installations et équipements sans exception. Les essais fonctionnels seront réalisés en mode manuel ; la vérification des détecteurs sera complète (point par point) ; le reconditionnement des détecteurs sera réalisé selon les recommandations constructeurs.

La deuxième visite (6 mois maximum après la 1<sup>ère</sup> visite), appelée aussi « petite visite » ou « V2 », est identique à la « grande visite », à l'exception de la vérification complète des détecteurs qui n'est pas prévue ; les essais fonctionnels seront réalisés en mode automatique (1 point par zone de détection).

Pour les autres SSI et alarmes de type 4 une seule visite par an sera effectuée de type « grande visite ».



Lors de ces visites, le titulaire devra remédier **immédiatement** à toute anomalie constatée, si bien qu'en fin de maintenance, les installations seront réputées en bon état de fonctionnement. **Si un équipement n'a pas pu être réparé, le titulaire en avisera l'établissement sur le champ : ceci ne dégage en rien le titulaire de ses obligations.**

L'entretien préventif et les visites de contrôles des installations seront effectués pendant les jours ouvrés du lundi au vendredi de 07h00 à 20h00, sauf services spécifiques à traiter de nuit. (blocs opératoires, stérilisation,..)

**Le présent marché inclut, sans supplément de coût, les interventions programmées dépassant les heures ouvrées.**

La planification des interventions préventives est établie d'un commun accord entre le responsable sécurité de l'établissement et le titulaire du marché.

Le planning prévisionnel des deux visites sera adressé à chaque responsable de site **1 mois maximum après la prise d'effet du marché**, puis à chaque date anniversaire du marché.

Un planning détaillé par site devra être transmis au moins 30 jours avant le début de chaque maintenance. Les mesures de débits d'air ne seront pas réalisées entre novembre et mars.

Chaque visite préventive fait l'objet d'un rapport adressé au responsable sécurité de l'établissement concerné dans les 15 jours **maximum** qui suivent la fin de la visite. Ce rapport, devra justifier de la maintenance effectuée sur chacun des équipements et décrire les opérations correctives réalisées, pour que l'installation soit réputée en bon fonctionnement.

De plus, pour chaque D.A.S., il indiquera le résultat des essais réalisés ainsi que les corrections apportées. Si la périodicité de ces visites est augmentée par le titulaire, elle est précisée en annexe à l'acte d'engagement, et constitue un engagement contractuel.

Cette prestation est incluse dans le prix forfaitaire, tous frais confondus, et réglée selon le prix global et forfaitaire mentionné dans le document financier (part marché forfaitaire : Marché dit "BF"). Seul le remplacement des pièces au prix supérieurs à 400€ sera traité sur la base d'un marché à bons de commande.

## **4.2 Maintenance corrective**

Le marché couvre également les interventions de maintenance corrective (après survenance d'une panne). En cas de dérangement constaté sur les installations, le titulaire s'engage à intervenir sur simple appel de l'établissement impacté.

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition des établissements acheteurs, un numéro d'appel permettant de joindre un intervenant 24h/24 - 365 jours/an y compris jours fériés et congés, ainsi qu'une adresse mail. Il devra préciser les modalités et conditions d'intervention du fabricant si nécessaire.

Les demandes d'intervention seront formulées par téléphone.

Le titulaire assure les interventions de remise en état et l'approvisionnement des équipements ou pièces détachées de remplacement. Cette prestation est incluse dans le prix forfaitaire, tous frais confondus. Seul le remplacement des pièces au prix supérieurs à 400€ sera traité sur la base d'un marché à bons de commande.

Toute **intervention de diagnostic**, quel qu'en soit la cause (inondation, dégradation, ...) est comprise dans le marché de base. Cette prestation est incluse dans le prix forfaitaire, tous frais confondus.

### **4.2.1 Demandes d'intervention**

Le titulaire s'engage à mettre à la disposition des établissements acheteurs, un numéro d'appel permettant de joindre un intervenant **24h/24 - 365 jours/an** y compris jours fériés et congés, ainsi qu'une adresse mail.

Les demandes d'intervention seront formulées par téléphone.

Toute intervention de diagnostic, quelle qu'en soit la cause (panne, inondation, dégradation, ...) est comprise dans le marché de base.

Les prestations de maintenance corrective seront à assurer **24h/24h et 365 jours par an** pour les équipements et logiciels.

Le titulaire devra préciser les modalités et conditions d'intervention du fabricant si nécessaire.

#### **4.2.2 Hiérarchisation des pannes**

Les pannes sont hiérarchisées suivant les critères de sévérité des dysfonctionnements suivants :

Sévérité	Définition
Critique	Problème bloquant, impactant gravement le fonctionnement du système, ayant des conséquences très importantes sur l'activité ou la sécurité de l'établissement acheteur. Interruptions continues ou presque continues du service. <i>Exemples.: défaillance d'une carte mère, dysfonctionnement d'un bus de mise en sécurité</i>
Haute / urgente	Problème dégradant de manière significative mais non bloquant le fonctionnement du système. A des conséquences importantes, mais non bloquantes sur la sécurité ou l'activité de l'établissement acheteur. Interruptions intermittentes du service. <i>Exemple.: dysfonctionnement d'un bus de détection</i>
Normal	Problème mineur isolé ayant peu de conséquences sur le fonctionnement du système. Comportement anormal sans incidence grave sur la sécurité ou l'activité de l'établissement acheteur. Certaines fonctionnalités du système sont indisponibles. <i>Exemple.: report de position de Porte coupe feu...</i>
Faible	Forum Aux Questions : Questions générales sur les Produits (matériel/ Application /logiciel) dans leur environnement standard. <i>Exemple : demande de renseignement, demandes relatives paramétrage d'un équipement, questions relatives à la conformité d'une fonctionnalité avec la documentation, clarification de la documentation, demande d'amélioration à long terme.</i>

#### **4.2.3 Délais d'intervention**

Le titulaire mettra en œuvre tous les moyens nécessaires (mise à disposition d'un agent compétent, remplacement des équipements, mise en place des évolutions logicielles correctives, ...), pour le rétablissement des fonctionnalités du système en cas de panne, dans les délais prévus ci-après :

Sévérité	Délais d'intervention	Délais de rétablissement
Critique	2 heures	6 heures
Haute / urgente	4 heures	8 heures
Normal	8 heures ouvrées	3 jours ouvrés
Faible	5 jours ouvrés	

La remise en service normale de l'installation défaillante sera effectuée dans un délai maximum de 48 heures, toutefois ce délai pourra être prolongé avec l'accord de l'établissement pour des raisons particulières. Dans ce cas, le titulaire du marché devra proposer des mesures palliatives (matérielles ou humaines) jusqu'à la remise en fonctionnement normale des installations.

#### **4.2.4 Délais de réparation**

La remise en service normale de l'installation défaillante sera effectuée dans un délai maximum de 48 heures, toutefois ce délai pourra être prolongé avec l'accord de l'établissement pour des raisons

particulières. Dans ce cas, le titulaire du marché devra proposer des mesures palliatives (matérielles ou humaines) jusqu'à la remise en fonctionnement normale des installations.

#### **4.2.5 Traçabilité des interventions**

Toute demande d'intervention émanant de l'établissement acheteur sera confirmée par mail par le titulaire (Permettant notamment de tracer la date et l'heure de réception de la demande).

L'intervention déclenchée sera également immédiatement confirmée par le titulaire, permettant notamment à l'établissement de connaître les modalités de l'intervention (date, heure et condition d'intervention).

L'entreprise doit mettre en place une plateforme de suivi de la maintenance préventive et curative pour chaque site.

Un compte rendu sera obligatoirement établi à l'issue des interventions (voir CPG).

#### **4.2.6 Cas particuliers**

Les anomalies provoquées par une cause externe qui ne serait pas imputable à un fonctionnement normal (incendie déclaré, malveillance, chocs avérés, inondations, vols et foudre avec impact visible) seront déclarées et feront l'objet d'un devis, puis d'une réparation par le titulaire sur commande de l'Etablissement.

Sont donc exclues de la rémunération forfaitaire du marché les interventions de maintenance curative concernant les pannes dues à :

- Des erreurs de manipulation autres que par le Prestataire Des pièces ou organes détériorés par malveillance ou usage anormal.
- L'environnement architectural (descellement de supports, chute de matériaux...),
- Des événements tels que : incendie non provoqué par les installations objet du présent marché, dégâts des eaux, foudre, chocs divers, etc.,
- Toute prestation en général non réalisée ou acte non-commis par le Prestataire lui-même sauf en cas de nécessité absolue liée à la sécurité.

Néanmoins, à la demande de l'établissement acheteur, le prestataire sera tenu d'intervenir en respectant, autant que faire se peut, les délais prévus.

**Les frais afférents à ces interventions (pièces et main d'œuvre) seront traités dans le cadre du marché à bons de commande, avec proposition de devis de remise en état.**

Pour rappel, l'intervention de diagnostic est comprise dans le marché de base. Cette prestation est incluse dans le prix forfaitaire, tous frais confondus

#### **4.3 Mises à jour**

**Au cours des visites périodiques, les libellés des adresses de détection devront être mis à jour, ainsi que les plans des UAE. La mise à jour des libellés est une prestation incluse dans le marché forfaitaire, tous frais confondus : elle sera obligatoirement réalisée lors de la V1 ou de la V2, selon la préférence des responsables de site.**

- ✓ Après chaque modification de programmation, rajout de matériel (DAI, DM, AGS, DAS...etc.), le dossier d'identité devra être mis à jour (plans, tableau de corrélation, programmations...)
- ✓ D'une manière générale, le titulaire devra veiller à la bonne mise à jour du dossier d'identité de chacune des installations. Il fera remonter au chargé de sécurité incendie toutes les mises à jour nécessaires.

#### **4.4 Suivi logiciels**

Le titulaire fournira toutes les évolutions logicielles correctives proposées par le fabricant pour l'ensemble des matériels et applications installés dans le cadre du marché forfaitaire (BF)

Tous les frais et prestations d'installation sur site, y compris les déplacements associés, seront inclus de base dans le service de maintenance.

Les évolutions logicielles qui entrent dans le cadre d'une amélioration des installations sont traitées selon les procédures "d'interventions amélioratives" et le titulaire devra prévoir la mise à jour logiciel de l'UAE et du système d'exploitation de l'ordinateur tous les deux ans.

#### **4.5 Reconditionnement des détecteurs**

Tous les détecteurs optiques seront reconditionnés, selon les modes opératoires et la périodicité prescrits par le fabricant (cette périodicité devra être précisée dans le mémoire technique et le bordereau de prix).

Les autres détecteurs thermiques et optiques seront nettoyés ou échangés selon les prescriptions du fabricant.

Les détecteurs reconditionnés devront être conformes au règlement de la marque NF Reconditionnement et, à ce titre, devront être revêtus de l'estampille bleue « NF Reconditionnement ».

Chaque détecteur remplacé sera muni d'une vignette permettant d'identifier l'année de reconditionnement, ou de remplacement ou de nettoyage. Ces opérations seront notées dans le document de visite. Cette vignette sera visible sans avoir besoin de démonter le détecteur.

**Le reconditionnement des détecteurs sera réalisé lors de la visite annuelle du point par point.**

Les socles défectueux de ces détecteurs seront également remplacés.

Les tableaux de suivi du reconditionnement fournis par les différents site devront être respectés.

Cette prestation est incluse dans le prix forfaitaire, tous frais confondus **y compris la fourniture des détecteurs.**

#### **4.6 Etiquetage des détecteurs, indicateurs d'actions et D.A.S.**

Sur la base des schémas, des plans existants, ainsi que la visite, le titulaire devra mettre à jour l'étiquetage des détecteurs, déclencheurs manuel, indicateurs d'action et des DAS à chaque grande visite.

Cette prestation est également incluse dans le prix forfaitaire, tous frais confondus.

#### **4.7 Matériels sous garantie**

Pendant la période de garantie, les prestations qui doivent être assurées par le titulaire du marché de maintenance viennent en complément des garanties fournies par le marché d'installation. Le titulaire prend toute disposition pour informer l'installateur ou le fabricant et la personne publique des interventions qui doivent être effectuées par l'installateur ou le fabricant dans le cadre de sa garantie.

#### **4.8 Fournitures dues au titre du marché BF**

Le titulaire disposera en permanence d'un stock de petites fournitures de rechange correspondant aux différents modèles de matériels utilisés tels que lampes, fusibles, vitres pour dispositifs de bris de glace, cartouche de gaz inerte comprimé, etc....

Le Prestataire fournira en quantité et en qualité :

- Les produits et ingrédients divers courants nécessaires à l'entretien préventif et curatif des matériels pris en charge (produits d'entretien et de nettoyage, chiffons, etc....).
- L'outillage et appareils de mesures nécessaires à l'exécution des prestations contractuelles.
- Les aérosols de gaz utiles aux tests des lignes de détecteurs.
- Les lampes de signalisation.
- Les batteries des AES
- Les piles ou batteries des sources auxiliaires.
- Tout matériel hors d'usage du fait du Prestataire ([article 10 du C.P.G.](#)).
- Tout matériel remplacé systématiquement sur des maintenances préventives suivant une prescription du constructeur.

**De plus, le titulaire devra constituer et entretenir à ses frais, un stock sur site de pièces de rechange permettant ainsi aux agents de sécurité/techniciens de chaque établissement de dépanner sans délai les différentes petites installations (DAI, ventouse, DM...etc.).**

**Une liste du matériel qui peut être remplacé et tenu en stock sur site devra être jointe à l'offre.**

#### **4.9 Périmètre du marché et exclusions**

Le titulaire du présent marché devra prendre en charge :

- les frais de licence des main-courante électronique des équipes de sécurité incendie.
- la maintenance des installations d'Unité d'Aide à l'Exploitation.

La prise en charge de ces installations fera l'objet d'un avenant au présent marché pour chaque site concernés .

La main courante électronique englobe le logiciel pour PC et les PAD.

Sont exclus :

- L'entretien des équipements d'autres applications de supervision ou d'alarme (GTB notamment).

#### **4.10 Autres prestations assurées par le titulaire**

##### **4.10.1 Sauvegardes**

Le titulaire assure la sauvegarde des données et configurations complètes des équipements à l'issue de ses interventions ou à intervalles réguliers pendant la durée d'exécution du marché.

Les supports de sauvegarde sont à la charge du titulaire.

##### **4.10.2 Intervention hors site**

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou atelier, il en informe le représentant de la personne publique. Ce dernier, en accord avec le titulaire, détermine les moyens et les conditions de mise en œuvre pour maintenir le niveau de sécurité pendant cette carence.

Sauf stipulations contraires mentionnées, les moyens mis en œuvre sont à la charge du titulaire.

##### **4.10.3 Vérifications réglementaires**

Ces prestations sont confiées à un Organisme de contrôle. Toutefois, le Prestataire devra obligatoirement planifier certaines de ses prestations de maintenance aux dates de ces contrôles.

##### **4.10.4 Interventions amélioratives**

Pendant la période d'exécution du marché, il pourra être confié au Prestataire des prestations amélioratives ou visant à compléter les installations. Pour l'exécution de ses tâches, le Prestataire devra impérativement se conformer aux clauses de l'[article 16 du C.P.G](#) et aux clauses du présent CCTP pour ce qui concerne la maintenance (pendant et après les périodes de garantie) de ces équipements.

Ces projets de prestations seront présentés au Maître d'Ouvrage, (devis et descriptif technique) qui décidera de leurs installations.

Le titulaire ne pourra engager l'exécution des prestations qu'après avoir reçu du centre hospitalier le bon de commande de confirmation.

Après toute modification des installations effectuées dans le cadre du présent marché, le titulaire du marché doit mettre à jour les plans et schémas d'installations et transmettre à la personne publique un exemplaire des plans modifiés.

Le coût du forfait de maintenance (marché BF) sera majoré, à l'issue de la période de garantie, du coût de maintenance des équipements complémentaires installés par le titulaire

## **Article 5 CONTENU DE LA MAINTENANCE PREVENTIVE**

Les prestations demandées pour la maintenance préventive ont pour objectif de maintenir en bon état de fonctionnement les systèmes de sécurité incendie des Etablissements du groupement hospitalier de

territoire du présent C.C.T.P. Le titulaire devra procéder aux vérifications et contrôles de tous les organes et éléments de l'installation **sans exception**, et devra remédier **immédiatement** à toute anomalie constatée.

Le titulaire s'engage à assurer de façon générale ces prestations conformément aux textes en vigueur (Article 2).

La liste qui suit constitue un minima. Il est évident qu'il ne s'agit, en aucun cas, d'une liste exhaustive. Il appartient au titulaire de procéder à toutes les vérifications complémentaires qu'il jugera nécessaires, dans le cadre du présent marché, afin d'atteindre l'obligation de résultat qui lui est faite, à savoir, limiter au strict minimum les temps de dérangement des tous les organes de sécurité dont il a la charge et qu'il entretient.

## **5.1 Prestations minimales**

Les prestations correspondantes sont, au minimum, les suivantes et conformes à la NF S 61-933 :

Essais fonctionnels S.D.I.,

Essais fonctionnels C.M.S.I.,

Essais fonctionnels Unité d'Aide à l'Exploitation (U.A.E.),

Essais fonctionnels S.M.S.I. - Alarme- Evacuation,

Essais fonctionnels S.M.S.I. - Compartimentage,

Essais fonctionnels S.M.S.I. - Désenfumage naturel,

Essais fonctionnels S.M.S.I. - Désenfumage mécanique,

Essais fonctionnels des Alimentations

### **5.1.1 Système de Détection Incendie (S.D.I)**

- ✓ Equipement de contrôle et de signalisation (E.C.S.) :
  - Contrôle des tensions et des protections,
  - Contrôle des différents circuits d'alimentation, de régulation, de signalisation, ...
  - Contrôle des connexions, des fixations et du serrage des bornes
  - Contrôle des différentes cartes,
  - Contrôle de l'horodatage
  - Contrôle des étiquettes (estampille NF, plaquette de référence).
- ✓ Détecteurs :
  - Isolement et état des lignes, contrôle des courants de garde et d'alarmes,
  - Test de chaque détecteur, et remplacement si nécessaire
  - Contrôle de la continuité des lignes des détecteurs aux centrales,
  - Contrôle de l'étiquetage, et remplacement si nécessaire
  - Reconditionnement des détecteurs selon les préconisations du constructeur
- ✓ Indicateurs d'actions (IA) :
  - Contrôle de l'état de chaque indicateur ou signalisation lumineuse
  - Essais de fonctionnement, et remplacement si nécessaire
  - Contrôle de l'étiquetage, et remplacement si nécessaire
- ✓ Déclencheurs manuels (DM) :
  - Contrôle visuel de l'état,
  - Essais de fonctionnement, et remplacement si nécessaire
  - Contrôle de l'étiquetage, et remplacement si nécessaire
- ✓ Répétiteurs :
  - Contrôle de l'état de chaque répétiteur,
  - Contrôle de connexions,
  - Essais de fonctionnement, et remplacement si nécessaire
- ✓ Satellites

### **5.1.2 Système de Mise en Sécurité Incendie (S.M.S.I.)**

- ✓ Centralisateur de mise en sécurité incendie (C.M.S.I.) :
  - Contrôle des tensions et des protections
  - Contrôle des différents circuits d'alimentation, de régulation, de signalisation, ...
  - Contrôle des connexions, des fixations et du serrage des bornes
  - Contrôle des cartes d'asservissements
  - Contrôle de l'horodatage
  - Contrôle des étiquettes (estampille NF, plaquette de référence)
- ✓ Commandes d'asservissements :
  - Contrôle des tensions et des circuits de commande
  - Contrôle de la bonne transmission des ordres de commande automatique et manuelle de :
    - toutes les portes coupe-feu de la zone de compartimentage concernée,
    - tous les clapets coupe-feu de la zone de compartimentage concernée,
    - tous les volets de la zone de désenfumage concernée
  - Contrôle de la bonne transmission de l'ordre de démarrage ou d'arrêt des ventilateurs, moteurs de désenfumage de soufflage ou d'extraction
  - Contrôle de l'interverrouillage
  - Contrôle de la bonne transmission de l'ordre de non-arrêt des ascenseurs dans la zone de compartimentage sinistrée
  - Contrôle des circuits de surveillance de lignes
  - Contrôle sur l'Équipement de Contrôle et de Signalisation (E.C.S.) des ordres donnés
- ✓ Les DAS qui disposent d'un contrôle de position et d'un réarmement à distance, feront l'objet d'un examen visuel direct.
- ✓ Chaque dysfonctionnement ou anomalie constaté sera consigné avec précision.

### **5.1.3 Dispositifs actionnés de sécurité (D.A.S.) et organes concourant à la fonction de :**

#### **a) Désenfumage**

- ✓ Système à gaz :
  - Mise sous pression des canalisations (déclenchement des commandes)
  - Graissage des charnières et contrôle des joints
  - Réglage des verrous
  - Contrôle de l'étiquetage, et remplacement si nécessaire

Nota : la fourniture des cartouches gaz pour les essais et contrôles est à la charge du prestataire

- ✓ Système mécanique ou électromécanique :
  - Déclenchement des commandes
  - Contrôle des câbles, fusible, vérins
  - Graissage des charnières
  - Réglage des verrous
  - Contrôle de l'étiquetage, et remplacement si nécessaire
- ✓ Moteurs :
  - Contrôle de la mise en route automatique du moteur de désenfumage
  - Contrôle visuel de l'état
  - Réglage pressostats et remplacement si défectueux (cette pièce entre dans les pièces courantes dues au marché).
  - Vérification des interrupteurs de proximité
  - Vérification des plaques signalétiques et état général des tourelles.
  - Contrôle de l'étiquetage, et remplacement si nécessaire
- ✓ Volets, ouvrants, caméléone :
  - Vérification des tensions

- Vérification du mécanisme de déclenchement
  - Vérification du bon fonctionnement des contacts de positions
  - Aspiration des fonds de gaine et dépoussiérage (L'aspiration des fonds de gaine devra être réalisée )
  - dès la première visite de maintenance, et avant la
  - première mise en fonction du désenfumage
  - Lubrification des charnières
  - Contrôle électro-aimant et boîtier de raccordement
  - Réajustement des volets et rabotage si nécessaire
  - Nettoyage des organes mécaniques
  - Contrôle de l'étiquetage, et remplacement si nécessaire
- ✓ Contrôle du désenfumage par la mesure des débits d'air sur l'ensemble des volets avec rapport détaillé des résultats et comparaison avec les valeurs cibles.

**Conformément à l'IT 246 § 6.2 alinéa 7 et à l'annexe H § H3 de la NF 61-933 d'avril 2019, une mesure de pression par niveau dans chaque cage d'escalier communiquant avec une circulation désenfumée mécaniquement, sera effectuée une fois par an.**  
(Lors du fonctionnement du système de désenfumage, la différence de pression entre la cage d'escalier et la circulation désenfumée doit être inférieure à 80 Pa, toutes les portes de l'escalier étant fermées).

#### b) Compartimentage

Clapets coupe-feu :

- Vérification du mécanisme de déclenchement
  - Nettoyage et lubrification
  - Contrôle de bon fonctionnement
  - Contrôle des reports de positions,
- ✓ Porte coupe-feu à simple vantail ou double vantaux :
- Essai de fermeture télécommandée
  - Essai de fermeture manuelle
  - Réglage du ferme-porte
  - Nettoyage des charnières
  - Nettoyage du sélecteur de porte
  - Réglage des contacts de positionnement

Non-stop ascenseur :

- Contrôle du non-arrêt des ascenseurs dans la zone de compartimentage sinistrée.

#### c) Evacuation

Avertisseurs sonores et visuels :

- Contrôle visuel de l'état
- Essais de fonctionnement
- Essais d'audibilité de tout point de la Zone d'alarme concernée

Dispositifs de déverrouillage de issues de secours et des portes automatiques :

- Vérification du déverrouillage des issues de secours et portes automatiques
- Vérification de télécommande et de retour d'information
- Essais de déverrouillage manuel

#### 5.1.4 Alimentation électrique de sécurité :

Les contrôles sur l'Alimentation électrique de sécurité (A.E.S.) se feront selon l'annexe J de la norme NF S 61-933.

- Contrôle de l'isolement,
- Contrôle de la charge des batteries,
- Contrôle des tensions et courants,
- Essai des secours,



- Tests d'autonomie assignée par essai de décharge dans les conditions de service,
- Contrôle de la 3ème source et remplacement éventuel ;

#### **5.1.5 Unité d'Aide à l'exploitation :**

- Vérification de la bonne remontée des informations
- Vérification de la bonne implantation de chaque équipement

### **Article 6 RAPPORT DES ESSAIS**

A la suite de chaque prestation d'entretien préventif ou curatif nécessitant réglementairement, ou sur demande de l'établissement acheteur, un essai de bon fonctionnement, le Prestataire devra fournir à l'établissement acheteur un rapport des essais, par installation, suivant les prescriptions définies à [l'article 14 du C.P.G.](#)

Le rapport, à remettre au Responsable du suivi technique dans les 10 jours suivant la prestation, devra être sous forme informatique (fichier modifiable Excel, Word ou compatible) et devra faire état de chaque élément entretenu et de son numéro d'identification.

Dans le cas où le rapport des essais serait remis à l'issue de la prestation, il ferait office d'attachement ce qui soustrairait le Prestataire à l'obligation de remettre ce dernier ([article 9 du C.P.G.](#)).

### **Article 7 CONDITIONS ET MODALITES D'EXECUTION**

#### **7.1 Accès aux locaux**

Le personnel chargé de la visite se présentera au service sécurité, ou à l'accueil, dès son arrivée dans l'établissement avant d'avoir libre accès aux locaux d'implantation des équipements pour assurer leur service.

Il est précisé que le personnel de l'entreprise doit être vêtu de manière identifiable facilement.

Le nom de l'entreprise devra figurer de manière apparente sur les vêtements.

Pour des raisons d'hygiène et de sécurité, les vérifications de certains locaux (blocs, stérilisation, réanimation, ...) pourront être différées et exécutées en horaires décalés et fonction des procédures des établissements.

#### **7.2 Consignes de sécurité**

Le titulaire du marché doit notifier à son personnel placé sous son autorité les diverses consignes, telles que le plan de prévention ou les consignes générales et particulières à l'établissement.

**L'Entreprise devra se soumettre sans contrepartie, à toute directive émanant du Service de sécurité et lui signaler son arrivée sur le site par inscription sur la main courante.**

Elle doit notifier sans retard au responsable de l'Etablissement toute anomalie importante susceptible d'entraîner des détériorations ou mettre en cause la sécurité.

D'une manière générale, toutes précautions doivent être prises pour assurer la protection des personnes, du mobilier ou des machines.

Le titulaire est informé du caractère particulier des établissements de soins et que la plupart des interventions auront lieu dans un site en exploitation. L'entreprise devra prendre toutes les dispositions nécessaires, afin de ne pas perturber la bonne marche du service dans lequel elle interviendra, notamment quant à l'équilibre des patients et des résidents. A cet effet, elle devra prévoir un périmètre de sécurité adapté, en isolant, s'il le faut, les endroits où elle travaille, afin de limiter la gêne engendrée par ses prestations.

Un plan de prévention sera établi annuellement conformément au décret du 30 février 1992.

### **7.3 Responsabilités**

Le titulaire assure la maintenance telle que décrite dans le présent document.

Les entreprises tierces qui seraient amenées à travailler sur les installations doivent être autorisées, ou le signaler à l'Etablissement concerné ou au PC de Sécurité.

Les mises en service de nouvelles installations et les tâches de programmation doivent être faites par le constructeur ou par une société reconnue et habilitée par ce dernier.

Les travaux feront l'objet d'une remise à niveau du dossier d'identité du SSI, à charge de l'entreprise tierce.

### **7.4 Main courante et Registre de sécurité**

Une main courante dédiée à la sécurité incendie est mise en place par le client (cahier de liaison, classeur, registre de sécurité...etc.)

Chaque partie devra la consulter chaque jour de présence ou d'intervention du technicien du titulaire du marché, afin de prendre connaissance des remarques formulées.

Elle permet l'expression écrite des remarques ou des difficultés rencontrées dans l'exploitation et devra au minimum relater les faits suivants :

La date et la nature des changements qui auraient été apportés sur le S.S.I. ;

Les dates et résultats des interventions et des dernières visites ;

Et généralement, de tous les événements concernant les équipements relatifs à la présente consultation.

Le Prestataire devra également noter ou faire noter ses prestations sur les registres de sécurité.

### **7.5 Garantie**

Sauf spécification particulière figurant dans le bordereau de prix, tous les équipements, matériels ou pièces détachées installés dans le cadre du présent marché bénéficient d'une garantie minimale d'un (1) an.

Les fournitures dont le remplacement s'avérerait nécessaire à la suite d'une prestation antérieure, préventive, corrective ou améliorative, mal exécutée par le prestataire (v. art. 5 § 3 et art. 20 du C.P.T.G) ou au titre de la garantie seraient à la charge du Prestataire.

## **Article 8 REJET DE PRESTATION ET AJOURNEMENT**

Une décision d'ajournement peut être prise en cas de difficulté de mise au point. Dans ce cas, il est demandé au titulaire du marché d'apporter les solutions nécessaires dans le délai fixé par le coordonnateur du groupement de commandes.

La décision d'ajournement est prononcée par l'établissement après une phase d'essais techniques et fonctionnels effectués conjointement par le titulaire et le représentant de l'établissement acheteur.

Si le coordonnateur du groupement de commandes estime que les prestations ne répondent pas aux exigences du cahier des clauses techniques particulières ou des clauses relatives à la garantie de résultat, le pouvoir adjudicateur ou son représentant prendra une décision de rejet, qui aura pour conséquence l'annulation de la commande, sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque rémunération.

Les pénalités prévues au CCAP seront appliquées.

## **Article 9 DOCUMENTS ANNEXES**

Annexe 1 : Inventaire des systèmes de Sécurité